

## DOSSIER



# L'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine, un an après

En Chine, la Bourse chute et l'économie donne des signes de faiblesse. Un autre problème se profile à plus long terme : le vieillissement de la société. Il n'en reste pas moins que ce pays est la deuxième économie mondiale et un important partenaire commercial pour nos entreprises. Au premier semestre 2015, il occupait la troisième place dans nos importations comme dans nos exportations. Les échanges entre les deux pays continuent de croître un an après que le traité de libre-échange est entré en vigueur. Comme le montre le premier article du dossier, cet accord rencontre un grand intérêt auprès des entreprises exportatrices. La Chine et la Suisse ne se sont pas seulement accordées sur le démantèlement des barrières au commerce. Elles se sont également engagées dans le domaine de la durabilité. En signant un accord en matière de travail et d'emploi, elles se sont déclarées prêtes à collaborer étroitement, notamment dans le domaine de la prévention. Des partenaires sociaux suisses ont, pour la première fois, visité des usines chinoises en mars dernier. Leurs impressions, ainsi que celles des représentants du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), figurent dans ce dossier.

# Les entreprises font un abondant usage de l'accord de libre-échange avec la Chine

Cela fait plus d'un an que l'accord de libre-échange conclu entre la Suisse et la Chine est entré en vigueur. L'intérêt des exportateurs comme des importateurs est exceptionnellement important. *Boris Zürcher, Christian Etter*

Le marché intérieur suisse est limité. Notre pays dépend donc largement du commerce extérieur. La Chine représente déjà près de 5 % de notre commerce extérieur. Or, son économie possède un fort potentiel de développement qui devrait encore s'accroître. Ce géant est actuellement le premier acheteur de produits industriels suisses en Asie et le troisième à l'échelon mondial (après l'UE et les États-Unis). Il acquiert principalement des machines, des instruments, des montres ainsi que des produits chimiques et pharmaceutiques. Le commerce de services avec la Chine est également important.

La Chine est un marché important pour l'industrie horlogère suisse. Publicité dans la ville de Nantong.

Un accord de libre-échange (ALE) entre les deux pays a été signé le 6 juillet 2013 par le conseiller fédéral Johann N. Schneider-Ammann et son homologue chinois. Il est entré en vigueur le 1er juillet 2014. La grande majorité des exportations suisses de produits industriels et agricoles sont concernées par le démantèlement des droits de douane défini dans l'ALE. À cela s'ajoutent des améliorations dans le commerce des services, la protection de la propriété intellectuelle et la sécurité juridique des échanges économiques en général.

Aucun accord de libre-échange conclu avec un partenaire extérieur à l'UE n'avait autant suscité l'intérêt de l'économie. Il a été abondamment exploité depuis son entrée en vigueur. Même si un an est une pé-

riode trop courte pour en tirer des conclusions significatives, un premier bilan s'impose: l'accord a permis d'accroître les échanges entre les deux partenaires à une vitesse supérieure à ceux que la Suisse pratique avec d'autres régions du monde (voir encadré 1). Cette évolution est d'autant plus remarquable si l'on tient compte du fait que la croissance de la demande globale en Chine (mesurée à la croissance du PIB) a pratiquement diminué de moitié ces derniers temps par rapport à ses taux annuels à deux chiffres qui étaient de mise auparavant.

Le démantèlement des droits de douane et le renforcement de la sécurité juridique ouvrent aux exportateurs suisses de nouvelles possibilités, surtout en cette période de franc fort. Indirectement, c'est toute





### Encadré 1. En un an, le commerce avec la Chine s'est accru

Le commerce extérieur de la Suisse avec la Chine s'est accru durant l'année qui a suivi l'entrée en vigueur de l'ALE. De juillet 2014 à juin 2015, nos exportations ont augmenté de 2,3 % et les importations de 4,0 %<sup>a</sup>. C'est beaucoup plus qu'avec les autres partenaires commerciaux, puisque nos exportations avec eux n'ont gagné que 0,9 % dans le même temps. Les importations ont même diminué de près de 4,2 %.

a Statistiques du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD) ; sans l'or en barre et autres métaux précieux, les pierres gemmes, les objets d'art et les antiquités.

### Encadré 2. Les dispositions relatives au travail s'accroissent

Les clauses relatives au travail sont de plus en plus répandues dans les accords de libre-échange, comme le montrent des études de l'Organisation internationale du travail (OIT). Si elles constituaient des accords isolés il y a encore une quinzaine d'années, 60 % des ALE conclus en 2014 comportaient de telles dispositions.

Un projet de l'OIT, soutenu par la Suisse, vise à examiner leur contenu, à montrer comment ces dispositions sont mises en œuvre et comment elles évoluent. Le travail des chercheurs consistera, entre autres, à comprendre le rôle des principaux acteurs – dont les partenaires sociaux, la société civile et l'OIT – dans les différents contextes (régional, niveau de développement, etc.). Grâce à ce projet<sup>a</sup>, la Suisse veut contribuer à une meilleure compréhension des rapports entre la croissance économique et le développement social.

a Voir « Labour Standards in Trade and Investment Arrangements », sous [www.ilo.org](http://www.ilo.org).

l'économie qui bénéficie d'un tel accord, puisque les fournisseurs doivent répondre à l'accroissement de la demande provenant des secteurs exportateurs. L'économie nationale profite, elle, d'importations meilleur marché.

## L'accord sur le travail encourage la durabilité

En même temps que l'ALE, la Suisse et la Chine ont conclu un accord de coopération en matière de travail et d'emploi. Celui-ci doit renforcer la dimension sociale de l'accord de libre-échange. Seuls un marché du travail qui fonctionne bien, des emplois sûrs, bénéficiant de normes en matière de santé, et une sécurité sociale forte peuvent accroître la prospérité de la plus grande partie de la population. De sa propre expérience, la Suisse sait qu'une croissance économique durable n'est possible que si l'on tient compte de la dimension sociale et environnementale. Cette dernière considération figure dans l'ALE et complète l'accord sur le travail et l'emploi. La durabilité est donc explicitement prise en considération.

L'accord sur le travail et l'emploi correspond à l'approche adoptée par la Suisse depuis quelques années dans toutes ses négociations sur le libre-échange. Les partenaires y expriment la conviction que les développements économique et social sont étroitement liés. Ils réaffirment leur volonté d'améliorer les conditions de travail, mais aussi de protéger et de valoriser les droits fondamentaux lors de l'activité professionnelle (voir *encadré 2*). La Chine et la Suisse s'engagent notamment à remplir les obligations découlant de leur adhésion à l'Organisation internationale du travail (OIT) et à les transcrire dans leur droit national.

## La Chine montre sa volonté en matière de conditions de travail

Les parties reconnaissent que le niveau des normes de travail prévu par les législations nationales ne devrait pas être abaissé

afin d'attirer des investissements ou d'acquiescer un avantage concurrentiel. L'accord insiste sur l'importance de la coopération dans ce domaine. Il reflète donc la conviction que la coopération et le dialogue sont des instruments appropriés pour faire face aux défis de la mondialisation.

Le gouvernement chinois montre ainsi sa volonté de s'inspirer des bons exemples existant dans d'autres pays pour améliorer les conditions de travail et promouvoir le développement social. Sa coopération actuelle avec la Suisse – sur des thèmes comme l'inspection du travail, la sécurité au travail ou encore, dans le cadre de l'OIT, la responsabilité des entreprises – le prouve. Une délégation tripartite suisse de haut rang s'est rendue en Chine en mars dernier, afin d'intensifier ce dialogue<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voir l'article de Valérie Berset Bircher et Karin Federer, du Seco, p. 56 de ce numéro.



**Boris Zürcher**

Chef de la Direction du travail, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

**Christian Etter**

Ambassadeur, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, Direction des affaires économiques extérieures, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

# Les partenaires sociaux suisses en mission en Chine pour y améliorer les conditions de travail

L'accord de libre-échange signé entre la Suisse et la Chine s'est doublé d'un accord de coopération en matière de travail et d'emploi. Pour la première fois, des syndicats et des employeurs suisses, accompagnés de représentants du Secrétariat d'État à l'économie (Seco), se sont rendus dans l'Empire du Milieu. Le dialogue instauré avec les autorités chinoises et les actions projetées devraient permettre de renforcer la sécurité au travail dans les usines. *Karin Federer, Valérie Berset Bircher*

Les accidents de travail en Chine font régulièrement la une des médias. L'explosion d'un entrepôt dans le port de Tianjin au mois d'août, qui a fait plus de cent victimes, en est un exemple flagrant : il est important que la Suisse s'implique dans ce pays pour que la santé et la sécurité des travailleurs s'améliorent.

Pour la première fois cette année, un dialogue sur le thème du travail a réuni le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), les partenaires sociaux suisses<sup>1</sup> et les autorités chinoises compétentes. La rencontre, qui s'est tenue au cours de la deuxième semaine de mars, a permis de mettre en œuvre l'accord sur la coopération en ma-

tière de travail et d'emploi. Cet événement est important pour les relations bilatérales entre les deux pays.

La même semaine se tenait à Beijing le Congrès populaire national. La protection de la santé et la sécurité au travail étaient au cœur des discussions. Le quotidien China Daily, contrôlé par l'État, titrait ainsi sa une du 11 mars 2015 : « Trop de morts au travail ».

Selon les déclarations des autorités chinoises responsables de la sécurité au travail, les cas d'accidents professionnels enregistrés au cours des dix dernières années ont reculé de deux tiers. Il reste, toutefois, beaucoup à faire. C'est pourquoi le gouvernement chinois considère que des questions comme la sécurité et la santé sur le lieu de l'activité professionnelle doivent avoir la priorité.

Le dialogue entamé lors de la rencontre de haut niveau au mois de mars était, dès

lors, stimulant. Il a notamment été question de la façon dont la protection de la santé et les inspections effectuées sur le lieu d'activité pouvaient s'améliorer. Jusqu'ici, ces visites étaient principalement synonymes de contrôles et de sanctions ; la Chine mise désormais plutôt sur la prévention. La longue expérience suisse en ce domaine est précieuse.

Il est surprenant de constater à quel point les enjeux auxquels sont exposés ces deux pays en matière de marché du travail sont identiques, en dépit de leurs fortes divergences. Comme la Suisse, la Chine est aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre et le vieillissement démographique, deux thèmes devenus pressants.

Parallèlement, il existe un fossé béant entre ces deux nations. En voici un exemple : selon les indications du ministère chinois des Ressources humaines et de la sécurité sociale, 9 millions de jeunes diplômés arrivent chaque année sur le marché de l'emploi, un chiffre supérieur à la population totale de la Suisse.

## La productivité des entreprises chinoises augmente grâce à l'OIT

Déjà avant la signature de l'accord, la Suisse collaborait avec des partenaires chinois. En effet, le Seco soutient depuis près de dix ans des projets de développement économique dans ce pays. À cet égard, un projet lancé par l'Organisation internationale du travail (OIT) joue un rôle central : le programme de formation et de conseil Score (« Sustaining Competitive and Responsible Enterprises ») a pour objectif d'améliorer la productivité et les conditions de travail au sein des petites et moyennes entreprises (PME)<sup>2</sup>.

Réparties en modules, les formations Score concernent la collaboration sur le

<sup>1</sup> Ont pris part aux discussions Marco Taddei, responsable des affaires internationales auprès de l'Union patronale suisse, et Luca Cirigliano, secrétaire central de l'Union syndicale suisse. Ces deux personnes s'expriment dans ce numéro, pp. 60 et 61.



Le projet Score de l'OIT cible les conditions de travail en Chine. Un salarié de l'usine de câble TBEA à Deyang explique à la délégation suisse ce que le projet a changé.

<sup>2</sup> Pour davantage d'informations : [www.ilo.org/score](http://www.ilo.org/score).





Photo de groupe : la délégation suisse avec des employés de l'usine de câble TBEA et les représentants des autorités chinoises à Deyang.

lieu d'activité professionnelle, la gestion de la qualité, la sécurité au travail et la protection de la santé, la gestion du personnel ainsi que les méthodes de production respectant l'environnement. À l'issue des formations, des experts locaux fournissent aux PME participantes des conseils sur la mise en œuvre de ces thématiques. Depuis 2010, plus de cent PME chinoises ont pris part à ce programme, si bien que Score a d'ores et déjà atteint 48 000 employés d'usine.

### Grâce à Score, les travailleurs identifient les dangers dans une usine de plastique

C'est au milieu de Chongqing, une des plus grandes cités industrielles chinoises, que la délégation tripartite a été convaincue de l'utilité du programme Score (« Sustaining Competitive and Responsible Enterprises »), lancé par l'OIT. L'entreprise visitée fabrique des pièces en plastique pour l'industrie automobile. Elle est donc étroitement liée aux marchés chinois et internationaux. Score a permis à cette usine d'améliorer fortement ses processus. Certains collaborateurs, qui avaient suivi le cours, ont proposé à la direction de remplacer une scie circulaire dangereuse par une machine plus sûre et plus productive. Ils ont été entendus. L'entreprise affirme que de telles améliorations lui ont permis de diminuer considérablement son taux d'erreur, d'augmenter son chiffre d'affaires et, par la même occasion, les salaires.

Plus d'informations : [www.ilo.org](http://www.ilo.org).

Grâce à de telles formations, près de neuf entreprises sur dix sont parvenues à optimiser leurs coûts, tandis qu'une sur deux a pu réduire sa consommation de matériaux. Par ailleurs, le taux d'erreur dans la production a chuté de 12 % en moyenne. Cette hausse de la productivité s'est également répercutée sur les collaborateurs : près de la moitié des PME ont augmenté les salaires, alors que le taux de rotation du personnel diminuait de 40 %.

### La prévention, domaine propre à la Suisse

Au cours de sa mission en Chine, la délégation tripartite suisse a pu se convaincre sur place des améliorations survenues au sein des entreprises (voir encadré). Cette mise en pratique a complété de manière optimale l'échange politique entre la Suisse et la Chine, car de tels résultats tangibles ne peuvent que profiter à la politique chinoise. En conséquence, le Seco a l'intention de poursuivre ses activités liées au projet Score. Il mise sur le savoir-faire suisse en matière de prévention des accidents et des maladies professionnelles, ainsi que sur son expérience dans le partenariat social. Une prévention efficace sur le lieu de travail profite non seulement aux

employés, mais également à l'ensemble de la population.

Au niveau institutionnel, la Suisse invitera l'an prochain la délégation chinoise afin de poursuivre le dialogue. Les deux parties ont déjà manifesté leur intérêt pour des échanges sur l'assurance-chômage, le service de l'emploi et le mode de fonctionnement des commissions tripartites fédérales. Ces discussions permettront à la Chine et à la Suisse de mieux se connaître et de renforcer, outre leurs relations commerciales, leur collaboration dans le domaine sociétal. La mise en œuvre de l'accord en matière de travail et d'emploi vient juste d'être lancée.



**Karin Federer**  
Collaboratrice scientifique, Affaires internationales du travail, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

**Valérie Berset Bircher**  
Cheffe suppléante, Affaires internationales du travail, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne



# Le vieillissement de la population ébranle l'économie chinoise

Le réservoir chinois de main-d'œuvre s'épuise. La population compte toujours plus de retraités et de moins en moins de jeunes. Cette tendance met en péril la croissance économique. Il faut aborder le problème en concevant de nouvelles approches. *Tim de Meyer*

La situation de l'emploi est restée stable en Chine au premier semestre 2015. D'après le Bureau national de la statistique (NBS), le taux de chômage dans 31 grandes villes a chuté à 5 % en juin. Plus de 7 millions d'emplois ont été créés pendant la même période, alors que l'objectif du gouvernement est d'en créer au moins 10 millions sur l'ensemble de l'année. Bien que ces résultats soient excellents, le pays doit affronter d'importants défis.

La Chine connaît une croissance rapide depuis plus de trois décennies, ce qui a permis d'améliorer les revenus et les moyens d'existence d'une grande majorité de la population. Cependant, le ralentissement récent de la croissance économique, combi-

né à la baisse considérable que l'on prévoit dans l'offre de main-d'œuvre, exige des mesures politiques capables d'orienter les salariés, les employeurs et l'économie chinoise vers un autre type de croissance.

Le vieillissement rapide du pays constitue un problème particulier. La population active chinoise, qui est d'environ 780 millions de personnes, devrait se réduire en quelques années. La tranche des 20-39 ans a déjà commencé à reculer depuis 2010. Entre 2030 et 2050, la main-d'œuvre disponible devrait diminuer fortement d'environ 200 millions de personnes, soit un cinquième (voir *illustration*).

Parallèlement à la disparition du dividende démographique, la stabilité des rendements sur investissement découlant d'une main-d'œuvre illimitée dispa-

raîtra peu à peu. L'économie chinoise doit miser sur la modernisation industrielle et l'amélioration de la productivité du travail. Cela requiert des niveaux de compétences beaucoup plus élevés et différents, ainsi qu'un suivi beaucoup plus important de l'évolution de la demande sur le marché du travail.

Une éducation poussée ne garantit plus nécessairement un emploi. Le taux de chômage chez les diplômés universitaires âgés de 21 à 25 ans est de 16 %, soit quatre fois plus que chez les personnes n'ayant suivi que l'école obligatoire. Ce « décalage » entre l'offre et la demande de compétences sur le marché peut compromettre la croissance économique ou l'axer davantage sur le capital, au détriment de l'intégration sociale.

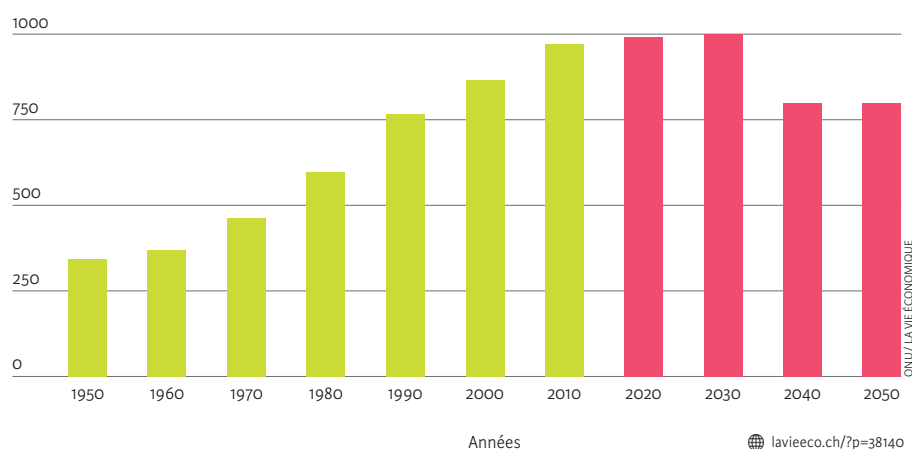
Le nombre des moins de quarante ans recule depuis cinq ans. Des personnes âgées jouent aux cartes à Lijiang.





## Personnes en âge de travailler en Chine (1950–2050)

1250 Population en millions



### L'écart de prospérité s'accroît

Comblent l'écart de revenu entre les différentes parties de la population représente un défi majeur, afin d'assurer la stabilité sociale à court terme et la croissance économique à long terme. Le coefficient de Gini chinois, un indice qui reflète le fossé entre les riches et les pauvres, reste depuis 2001 supérieur au niveau d'alerte de 0,4 défini par l'ONU<sup>1</sup>.

Les écarts de salaire entre les personnes résidant en ville et à la campagne, les travailleurs migrants et les citoyens ainsi que les femmes et les hommes restent élevés ou continuent de s'accroître. En 2013, le revenu des habitants des zones rurales représentait un tiers de celui des résidents urbains<sup>2</sup>.

Les inégalités de revenu tendent à se creuser, surtout lorsqu'elles proviennent

d'un manque d'opportunités. En premier lieu, le système chinois d'enregistrement des ménages (« hukou ») restreint énormément la mobilité sociale et professionnelle, compromettant ainsi le potentiel de croissance à long terme. Il limite, en outre, l'accès des travailleurs migrants de la campagne aux emplois du secteur formel urbain, aux avantages sociaux et à l'éducation pour leurs enfants. L'OCDE estime que si l'inégalité salariale augmente d'un point de Gini, la croissance annuelle du PIB se réduit d'environ 0,2 point de pourcentage par habitant.

La réduction des inégalités exige à la fois une meilleure distribution des revenus et la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Certains éléments, tels que la croissance de la productivité dérivant de nouvelles technologies, une meilleure organisation du travail, l'approfondissement du capital et une mise à niveau des compétences, sont souhaitables

pour améliorer le niveau de vie. Cela ne suffit, toutefois, pas : il faut une répartition générale des gains générés par une meilleure productivité entre toute la population pour réduire les inégalités.

### Les salaires doivent augmenter

Il n'y a pas de solutions miracles dans un pays qui compte 1,3 milliard d'habitants et qui représente la deuxième économie mondiale. La complaisance n'est pas non plus possible. La Chine ne dispose plus de beaucoup de temps pour s'enrichir avant de commencer à vieillir.

D'une façon ou d'une autre, les salaires devront augmenter pour soutenir une population non active qui ne cesse de croître. Il faudra que les employeurs trouvent le moyen d'augmenter la productivité en conséquence. Un solide système de sécurité sociale devra mieux prendre en charge les personnes dans le besoin. Parallèlement, les services de l'emploi, la formation professionnelle et l'assurance-chômage devront se coordonner, afin que les gens soient armés pour évoluer sur le marché du travail du futur. Cela se fera en guidant la main-d'œuvre des secteurs en déclin vers d'autres plus prometteurs et, de plus en plus, vers les services.



**Tim de Meyer**

Directeur du bureau pour la Chine et la Mongolie, Organisation internationale du travail (OIT), Beijing

<sup>1</sup> Bureau national de la statistique (NBS).

<sup>2</sup> Données du NBS et du « Blue Book of Human Resources », 2013.

**Marco Taddei**

Membre de la direction de l'Union patronale suisse (UPS), Zurich



## Faire preuve de pragmatisme en matière de travail et d'emploi

L'accord de libre-échange (ALE) entre la Suisse et la Chine souffle sa première bougie. Le bilan est plutôt réjouissant, puisque les exportations destinées à l'Empire du Milieu ont progressé de manière significative depuis l'entrée en vigueur de l'accord.

La réussite de l'ALE Suisse-Chine ne se mesure pas uniquement à l'aune des biens et des services échangés; sa portée est bien plus large. Non seulement il repose sur le concept de développement durable, mais il est lié à un autre accord portant sur la coopération en matière de travail et d'emploi. Entré en vigueur le 9 juin 2014, ce dernier est, à l'instar de l'ALE, juridiquement contraignant.

### Respecter les normes minimales

L'accord de coopération est ambitieux. Il veut améliorer les conditions d'exercice de l'activité professionnelle, promouvoir le travail décent et protéger les droits fondamentaux des travailleurs. Il s'agit, en même temps, de tenir compte des objectifs poursuivis par l'Organisation internationale du travail (OIT) et des contextes nationaux. Autrement dit, le démantèlement des barrières douanières doit aller de pair avec le respect des normes minimales édictées en matière de droit du travail.

Cette noble tâche n'a rien d'une sinécure. En effet, comment mettre en place une collaboration entre deux pays que tout sépare? Que peut apporter la Suisse à ce géant de 1,3 milliard d'habitants? Surtout, comment contribuer à améliorer les conditions de travail dans un pays n'ayant pas ratifié les normes fondamentales

de l'OIT qui garantissent la liberté de réunion et de négociation, et qui interdisent le travail forcé?

### Aider sans donner de leçons

L'approche doit être pragmatique, en privilégiant le dialogue et l'échange d'expériences. Aussi des représentants du Secrétariat d'État à l'économie, de l'Union patronale suisse et de l'Union syndicale suisse se sont-ils rendus à Pékin en mars dernier, où ils ont rencontré leurs homologues chinois. Sans jouer à la donneuse de leçons, la délégation tripartite a pu mettre en avant les atouts du modèle helvétique, entre autres son partenariat social. Ce rempart, essentiel pour combattre la sous-enchère salariale, repose sur la liberté d'association garantie par la Constitution fédérale.

La Suisse peut également montrer l'exemple en matière de lutte contre le travail au noir. Ce fléau, qui précarise les conditions de travail et fausse la concurrence, frappe de plein fouet l'économie chinoise. À en croire les estimations, 160 millions de personnes sont concernées, ce qui constitue 22% de l'emploi du pays. Pour formaliser l'économie informelle, les autorités chinoises pourraient s'inspirer de la loi fédérale sur le travail au noir. Son subtil dosage de mesures préventives et répressives a fait ses preuves.

Autre exemple de coopération: les projets concrets, tel celui de l'OIT destiné à favoriser les entreprises durables, compétitives et responsables («Sustaining Competitive and Responsible Enterprises», Score), qui est soutenu financièrement par la Confédération. Ce programme est actuellement suivi par une centaine de PME chinoises. La délégation suisse

a pu constater qu'il contribue de fait à améliorer la sécurité et la santé au travail. Les collaborateurs n'en sont que plus motivés et la productivité des entreprises en profite.

L'accord sino-helvétique en matière de travail et d'emploi n'en est qu'à ses premiers balbutiements. Le chemin risque d'être long et semé d'embûches. Pourtant, si modeste soit-il dans sa portée, cet accord mérite d'être soutenu. Les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, il peut en effet encourager le travail décent en Chine.

### La Suisse peut montrer l'exemple en matière de lutte contre le travail au noir.



## Luca Cirigliano

Secrétaire central de l'Union syndicale suisse (USS), responsable des dossiers Droit du travail, Conditions de travail et Affaires internationales, Berne



# Une mondialisation équitable requiert des normes minimales ancrées dans la législation du travail

L'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine n'a pas précisément fait l'unanimité au sein du monde syndical. L'intégration de certaines normes sociales en tant qu'exigences minimales a permis d'en accroître l'acceptation. Les mécanismes inhérents à ce dispositif commencent depuis lors à se traduire dans la pratique.

L'Organisation internationale du travail (OIT) exige avec un succès croissant que le respect des droits fondamentaux du travail soit intégré dans les accords de libre-échange (ALE). Alors qu'il y a 25 ans, aucun ALE dans le monde ne contenait de normes sociales, ils étaient 69 en 2014<sup>1</sup>. Les signataires s'obligent ainsi à respecter les dispositions internationales, qui figurent principalement dans les conventions de l'OIT et les recommandations y afférentes. En cette matière, la condition sine qua non pour ce faire ne fut autre que la définition des paramètres contraignants concernant une « mondialisation juste » telle que l'OIT, avec le concours de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, l'avait établie en 2004<sup>2</sup>.

S'agissant de l'ALE entre la Suisse et la Chine, il a été possible d'y ancrer les normes essentielles des droits fondamentaux du travail établies par l'OIT en se référant à un mémorandum d'entente de 2011 concernant la coopération en matière de travail et d'emploi. L'objectif visé consiste à promouvoir le travail décent en instituant un système d'échange d'informations dont les instruments sont notamment les inspections du travail, les mesures nécessaires à assurer la sécurité et la santé, ainsi que la prévention sur le lieu de l'activité professionnelle. Pour y arriver, l'ALE prévoit notamment des projets de coopération technique et des échanges d'expériences, dans le cadre de visites réciproques par exemple. Le pro-

**Si les améliorations en termes de prévention des accidents et de protection de la santé au travail sont à l'évidence indiscutables, le programme n'a pas permis d'améliorer la participation des travailleurs dans l'entreprise.**

gramme Score<sup>3</sup>, lancé par l'OIT avec l'appui de la Suisse, constitue un exemple dans ce domaine: il propose des formations spéciales aux petites et moyennes entreprises (PME) chinoises, afin de les amener à respecter les normes fondamentales du travail et à offrir des conditions de travail équitables.

La participation des travailleurs est encore insuffisante

Une délégation tripartite – qui comptait, entre autres, des représentants de l'Union syndicale suisse (USS) – a visité les projets mis en œuvre par l'OIT. Cette tournée a révélé les chances qu'offraient les instruments susmentionnés, mais aussi leurs limites. Les améliorations découlant de Score, en termes de prévention des accidents, de sécurité au travail et de protection de la santé sur le lieu d'activité professionnelle, sont à l'évidence indiscutables. En revanche, ce programme n'a pas permis d'améliorer systématiquement la participation des travailleurs au sein de leurs entreprises respectives.

Le problème est imputable à des faiblesses dans la conception des modules de formation et à la situation politique générale qui prévaut en Chine. Dans ce contexte, il serait souhaitable que l'OIT améliore ces cours. Pour y arriver, il faut d'abord que la participation démocratique des travailleurs soit intégrée et renforcée dans tous les modules. Elle constitue en fait la condition et la garantie de l'amélioration durable de la gestion de la qualité dans l'appareil de production. C'est donc un préalable à tout progrès dans les domaines de la prévention des accidents, de la sécurité au travail et de la protection de la santé sur le lieu d'activité professionnelle.

La visite cette année d'une délégation tripartite, organisée par le Seco, mérite d'être saluée. Elle permettra de concrétiser la teneur de l'ALE le plus judicieusement possible et d'améliorer les conditions de travail des ouvriers chinois. Espérons qu'à l'avenir, ce genre d'échange se renouvellera régulièrement.

Dans tous les cas, l'USS continuera de s'investir en ce sens. Elle observera et accompagnera cet ALE, au même titre que d'autres, avec un œil critique.

<sup>1</sup> Franz Ebert et al., *Social Dimensions of Free Trade Agreements*, Genève, 2015.

<sup>2</sup> Voir à ce propos *Une mondialisation juste – Créer des opportunités pour tous*, Publications du BIT, Bureau international du travail, Genève, 2004.

<sup>3</sup> *Sustaining Competitive and Responsible Enterprises*. Voir l'article de Valérie Berset Bircher et Karin Federer, p. 56 de ce numéro.